

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ PREFECTORAL PORTANT PRESCRIPTIONS SPECIALES

du **24 OCT. 2011**

**abrogeant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juin 1990
de la société DUCROS EXPRESS
située 10 rue de la Minoterie à Strasbourg et précisant
les nouvelles prescriptions applicables suite au classement de l'activité
en régime déclaratif contrôlé au titre de la rubrique 1510**

Le Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er}, et notamment ses articles L 512-9, R 512-51 et L512-12,

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 autorisant la société DANZAS à exploiter un dépôt de produits agropharmaceutiques, 10 rue de la Minoterie à Strasbourg,

VU le changement d'exploitant en date du 1er juillet 2010,

VU le courrier de la société DHL du 15 septembre 2008 par laquelle elle indique qu'elle ne stockera plus de produits classés à la rubrique 1172 de la nomenclature des installations classées, mais qu'elle souhaite poursuivre son activité à la rubrique 1510 (entrepôt) sous le régime déclaratif,

VU l'arrêté du 23 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport du 5 août 2011 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace (DREAL d'Alsace) chargée de l'inspection des installations classées,

VU l'avis de la Commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du

27 SEP. 2011

CONSIDERANT que la société DUCROS EXPRESS ne stocke plus de produits classés à la rubrique 1172 de la nomenclature des installations classées,

CONSIDERANT que le site n'est plus classé SEVESO SEUIL HAUT mais qu'il est soumis uniquement à déclaration au titre de la rubrique 1510,

CONSIDERANT qu'il convient d'abroger les prescriptions relatives au régime de classement SEVESO seuil haut, et qu'il convient d'appliquer l'article L512-12 du code de l'environnement qui stipule que : « si les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis par l'exécution de prescriptions générales contre les inconvénients inhérents à l'exploitation d'une installation soumise à déclaration, le Préfet, éventuellement à la demande des tiers intéressés et après avis de la commission départementale consultative compétente, peut imposer, par arrêté, toutes prescriptions spéciales nécessaires »,

CONSIDERANT que les produits stockés dans l'entrepôt sont moins dangereux que le dithane,

APRES communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 autorisant la société DANZAS à exploiter un dépôt de produits agropharmaceutiques sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes.

Article 2 :

La société DUCROS EXPRESS exploite un entrepôt soumis à déclaration au titre de la rubrique 1510 repris ci-dessous :

Rubrique 1510 Régime DC	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.	le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ Le stockage est supérieur à 500 tonnes
----------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Article 3 : Application des dispositions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 – rubrique 1510

La société DUCROS EXPRESS respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 – rubrique 1510 ci-annexées, ainsi que les dispositions suivantes :

Les eaux d'extinction, en cas d'incendie, ne doivent pas être dirigées directement vers le milieu naturel ou le réseau d'assainissement raccordé à la station d'épuration de la ville de Strasbourg.

Ces eaux sont évacuées vers un bassin de confinement étanche, formant cuvette de rétention, d'une capacité d'au moins 3500 m³.

Ces eaux ne sont en aucun cas dirigées vers le milieu naturel ou le réseau d'assainissement, sans analyse détaillée préalable et sans l'accord de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et du service chargé de la police des eaux.
Un contrôle annuel de la qualité des eaux souterraines est maintenu pendant trois ans.

Les résultats de ces analyses sont transmis à la DREAL Alsace par courrier.

La société DUCROS EXPRESS transmet, dans un délai de trois mois, les éléments complémentaires suivants :

- les mesures compensatoires permettant de réduire la probabilité d'occurrence d'un incendie des cinq cellules ouest de l'entrepôt, au vu des conclusions de l'étude des flux thermiques,
- un plan de stockage indiquant la nature et la localisation des produits stockés dans l'entrepôt,
- les éléments justifiants que le dispositif de coupure de l'alimentation électrique de l'entrepôt est en place en un endroit facilement accessible.

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société DUCROS EXPRESS.

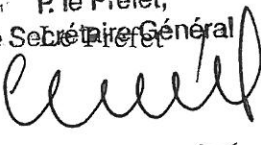
Article 5 : Publicité

Conformément à l'article R512-39 modifié, un extrait du présent arrêté en énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Strasbourg et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 6 : Exécution – Ampliation

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
 - La Sous-Préfète, Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement chef-lieu,
 - Le Maire de STRASBOURG,
 - Le Directeur de la sécurité publique,
 - La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'Inspection des Installations Classées,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la SOCIETE DUCROS EXPRESS.

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général



Michel THEUIL

Délais et voie de recours

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

